



HAL
open science

Quelle Europe pour quelle Serbie ?

Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Nebojsa Vukadinovic. Quelle Europe pour quelle Serbie ?. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2012, n°32, 10.3917/oute.032.0313 . hal-03973452

HAL Id: hal-03973452

<https://hal.science/hal-03973452>

Submitted on 4 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUELLE EUROPE POUR QUELLE SERBIE ?

[Nebojsa Vukadinovic](#)

Éditions Glyphé | « Outre-Terre »

2012/2 n° 32 | pages 313 à 320

ISSN 1636-3671

ISBN 9782358150866

DOI 10.3917/oute.032.0313

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre4-2012-2-page-313.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Glyphé.

© Éditions Glyphé. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Quelle Europe pour quelle Serbie ?

Nebojsa Vukadinovic¹

Le mercredi 4 avril 2012, Boris Tadić annonçait sa démission de la présidence de la République serbe. Étaient donc prévus le 6 mai à la fois le scrutin présidentiel, les législatives et les municipales. C'est paradoxalement le Parti socialiste serbe fondé par Slobodan Milošević, ayant doublé son score avec 45 sièges (sur 250), qui arbitrera entre le Parti serbe du progrès (SNS, résultant lui-même d'une scission en 2008 au sein du Parti radical de Vojislav Šešelj incarcéré à La Haye pour crimes de guerre) nationaliste mais désormais sur des positions pro-européennes de Tomislav Nikolić, 73 sièges, et le Parti démocratique (DS) du très europhile Tadić, 68 sièges, au second tour des présidentielles le 20 mai.

Rappelons que le 2 mars, c'est-à-dire pratiquement à la veille des élections, la Serbie avait obtenu le statut de candidat pour une adhésion à l'Union européenne. Dans quelle mesure ce statut et la perspective européenne auront-ils des répercussions sur la scène politique locale ? Jusqu'à présent il semblait que l'adhésion à l'Union européenne pouvait constituer un levier de démocratisation et peser sur l'échiquier politique local ainsi que le discours des acteurs locaux. Cela reste-t-il exact ? Ce d'autant que la crise de la dette et de l'euro ne manquera pas de peser sur la Serbie.

ENTRE EUROPE ET KOSOVO

Contrairement à ce qui s'était passé le 28 juin 2008 avec la convocation d'une Assemblée communautaire du Kosovo et de la Metohija (représentants désignés à partir des élections municipales organisées le 11 mai par Belgrade malgré l'opposition de l'ONU) et les 14-15 février 2012 lors du référendum contre (à 99 % pour Mitrovica) les institutions de Pristina, le ministre serbe pour le Kosovo et la Metohija, Goran Bogdanović, annonçait à la mi-avril que devant la réaction négative de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK) Belgrade n'organiserait pas d'élections locales dans les municipalités à majorité serbe. Les Serbes ont donc participé le dimanche 6 mai aux élections présidentielle et législative avec une forte présence d'EULEX (mission « État de droit » de l'Union euro-

1. Docteur de l'IEP de Paris.

péenne) et de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), sans compter les forces de police kosovares, Priština affirmant après la fermeture des bureaux de vote avoir voulu respecter les droits des binationaux. Des scrutins municipaux ont cependant été organisés à Zvečan et à Zubin Potok, dans le Nord-Ouest, Les autorités kosovares condamneront évidemment ces tentatives « illégales » de mettre en place des « institutions parallèles ».

Mais la question reste fort actuelle. Et il y aura là pour le gouvernement serbe à venir un défi à relever. Car d'une part le statut de candidat à l'UE n'a été octroyé qu'en contrepartie de concessions serbes sur un Kosovo qui avait proclamé unilatéralement son indépendance quatre ans plus tôt. Certes, la Serbie n'a pas reconnu ce qui revient de son point de vue à une sécession, mais Belgrade subit des pressions allant dans le sens d'un apaisement des relations avec Pristina avant que les négociations d'adhésion puissent être lancées, probablement d'ici la fin de l'année 2012. Or, si les enclaves serbes du reste du Kosovo se sont arrangées avec Priština, ce n'est pas le cas du Nord qui récusé obstinément et en bloc l'État kosovar. Trois des quatre maires (élus selon la législation serbe) appartiennent aux partis de Nicoljić, Šešelj et de l'ancien Premier ministre Vojislav Koštunica (Parti démocratique de Serbie) – les deux derniers hostiles étant hostiles à l'adhésion européenne – lesquels jouent à l'intérieur la question du Kosovo contre Tadić. Des segments de la classe politique serbe ont déjà pris une certaine distance par rapport à l'Europe à ce sujet. Par exemple l'ex-communiste qui compte désormais au Parti socialiste Slavica Djukić-Dejanović, présidente du Parlement, qui avait justement plaidé en faveur d'élections municipales au Nord-Kosovo. On sait en outre que les institutions de la zone ne pourraient pas fonctionner sans Belgrade qui paie les professeurs, les médecins et les fonctionnaires, ces derniers faisant au demeurant vivre les rares entreprises privées, à l'exception naturellement de la mafia transnationale et transethnique (ce dernier paramètre n'ayant en l'occurrence pas la moindre importance). Et l'accord de contrôle bilatéral négocié entre Belgrade et Priština le 24 février avec liberté de déplacement pour EULEX ne saurait de toute façon entrer en vigueur sans que les Serbes locaux le soutiennent.

Pour l'ex-président Tadić, déjà le référendum était fort embarrassant, car bien que favorable à l'incorporation du Nord-Kosovo à la Serbie il donnait priorité au statut de candidat ². Il n'était pas question d'élections municipales qui auraient mis le projet européen de la Serbie en danger. D'autant que la « mère patrie » n'avait pas témoigné un grand intérêt pour le référendum des 14-15 février. Les observateurs étaient jusqu'ici d'avis que seule une grande coalition entre le Parti démocratique de Tadić et le Parti serbe du progrès de Nicoljić réglerait la question.

2. L'argument frontalier en vertu duquel le Nord-Kosovo aurait toujours fait partie de la Serbie, l'arbitraire des dirigeants communistes ayant attribué des communes de Serbie centrale au Kosovo en 1959 ne tient pas : la correction frontalière de naguère avait été effectuée au seul niveau du village de Lesak, dépendant jusque-là de la région administrative de Kraljevo (Serbie), et incorporé à la commune de Leposavic.

IMPACT DE LA CRISE DE LA DETTE ET DE L'EURO SUR LA SERBIE

Comment renouer avec la croissance ? Rappelons à cet égard qu'après plusieurs années d'euphorie au milieu des années 2000, la Serbie a été frappée par la crise fin 2008. Depuis, la consommation privée et l'investissement ont régressé, la timide reprise observée depuis 2010 étant essentiellement tirée par la demande extérieure. La croissance du PIB n'aura été que de 1 % en 2010 et de 1,6 % en 2011. Cette légère reprise ne devant pas masquer les réels problèmes structurels, parmi lesquels un taux de chômage de plus de 20 %. L'économie serbe n'a pas trouvé la voie d'une reprise durable après la crise de 2008. Aujourd'hui la Serbie est en récession après deux trimestres de contraction du PIB. Les perspectives économiques pour 2012 laissent entrevoir au mieux une faible croissance de 0,5 %. Quoi qu'il en soit, le prochain gouvernement n'aura d'autre choix que celui d'une politique d'austérité budgétaire pour éviter une contraction accrue de l'économie. On peut donc s'attendre à ce que la future coalition au pouvoir maintienne ses engagements vis-à-vis du Fonds monétaire international afin d'assurer la stabilité macroéconomique³. Certes, le FMI a suspendu *de facto* en février 2012 l'accord de précaution négocié en septembre 2011 et il attendait l'issue des échéances électorales pour réévaluer la situation en fonction de ses exigences tout en restant plus particulièrement attentif au mouvement de l'endettement public. Or, la politique monétaire demeure rigoureuse même si son impact est partiellement limité par la forte dépendance de l'économie serbe par rapport à l'euro. Après une forte poussée au premier semestre 2011, l'inflation a été ramenée à la fin de l'année à 7 %. Cependant, les risques inflationnistes ne sont pas totalement écartés. L'évolution du dinar redevient un enjeu car la monnaie a baissé de plus de 10 % face à l'euro depuis le printemps de la même année.

Mais d'abord les IDE (investissements directs étrangers) restent encore faibles. Or, ils sont un facteur essentiel pour la croissance durable de même qu'ils apparaissent susceptibles d'amplification dès lors que le pays a obtenu le statut de candidat et avec la reprise de l'acquis communautaire. Une partie non négligeable de ces investissements proviennent cependant de pays extérieurs à l'Union européenne. Ensuite : est-ce que l'aide de l'UE sera à la hauteur des besoins du pays ? Sans compter qu'on peut se demander ce que seront les modalités et les montants de l'aide à la Serbie dans le contexte budgétaire et les nouvelles perspectives financières de l'UE durant la période 2014-2020. Jusqu'à présent, ce pays recevait quelque 200 millions d'euros en moyenne par an dans le cadre des instruments d'aide de préadhésion (IPA)⁴. Consécutivement à la crise au sein de l'UE et au plafonnement des budgets euro-

3. Les accords avec le FMI stipulent la poursuite de la stabilisation macroéconomique et des mesures d'austérité qui s'ensuivent en 2012.

4. Ces fonds servent notamment à financer des projets d'assistance technique pour le renforcement des capacités administratives mais aussi des projets d'investissements.

péens, la crainte d'une diminution de l'aide européenne s'est fait sentir dans les pays bénéficiaires. Une aide qui devrait néanmoins se poursuivre à un rythme similaire ⁵. Par contre, la « linéarisation » (augmentation des IPA avec diminution proportionnelle des fonds structurels à venir) proposée en faveur des Balkans occidentaux ne devrait pas se réaliser. Enfin, comment le système bancaire va-t-il évoluer ? La solidité du dispositif serbe sera mise à l'épreuve dès lors que les banques européennes vont limiter leur exposition par le biais des réformes en cours dans les pays de la zone euro. Même si le volume des dépôts augmente régulièrement, l'économie comme les instituts de crédit serbes ont besoin de la présence des banques européennes ou de leurs filiales. Il faut souligner que ces dernières jouent un rôle important dans le microcrédit aux ménages et aux petites entreprises sans pour autant participer de façon majeure en matière d'investissements productifs d'envergure.

La crise de l'UE renforce-t-elle au demeurant l'eurosepticisme en Serbie ? Certes, une perception négative de l'Union européenne a émergé depuis 2008, mais les critiques portant sur l'UE concernent davantage le Kosovo : Belgrade aurait fait trop de concessions en contrepartie du processus d'adhésion.

VERS QUELLE UNION EUROPÉENNE ALLER ?

Outre les critères d'adhésion de Copenhague (1993), c'est toute une stratégie européenne adaptée aux Balkans occidentaux qui a été mise en place par le biais des accords de stabilisation et d'association (ASA) et des principes de conditionnalité (en ce qui concerne notamment la coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, TPIY). Une stratégie d'adhésion groupée, permettant une entrée de la région « en bloc » comme ce fut le cas des pays d'Europe centrale et orientale, avait été envisagée par l'UE mais abandonnée à la Conférence de Zagreb (2000). Il a en effet été décidé que les processus d'adhésion s'effectueraient « au cas par cas ». Qui plus est : les futures adhésions s'inscriront dans le cadre de nouvelles exigences de stabilité économique pour les pays candidats dans un contexte économique international instable.

Le processus d'adhésion croate a fait surgir la problématique des conflits potentiels entre pays déjà membres et pays ayant vocation à adhérer, tel le différend frontalier qui opposait depuis de longues années la Croatie à la Slovénie, membre depuis 2004. Cette dernière retardant les négociations d'adhésion qui requièrent l'unanimité des États membres. Les futurs élargissements n'iront pas sans poser des

5. Dans Un budget pour la stratégie Europe 2020, la Commission européenne proposait en juin 2011 d'affecter 14 milliards et 110 millions 100 000 euros (valeur courante) à l'IPA renouvelé pour la période 2014-2020. Cet instrument par lequel est véhiculée l'aide financière et technique expire fin 2013. L'UE devrait, dans la perspective des adhésions à venir, continuer à offrir aux pays candidats et aux candidats potentiels pareille aide afin qu'ils surmontent une situation difficile et se développent durablement.

problèmes similaires⁶. D'un point de vue géopolitique et géostratégique, l'adhésion de la Croatie à l'UE aura des répercussions sur l'ensemble des Balkans occidentaux et donc sur la Serbie. Les pays des Balkans occidentaux sont en effet enclavés dans les frontières de l'Union européenne. Mais surtout : la délimitation passera entre la zone de stabilité formée par les pays membres de l'UE et la zone d'instabilité constituée par ceux des Balkans occidentaux qui ne seront pas intégrés. Dans l'hypothèse d'un décalage de sept à dix ans entre l'adhésion de la Croatie et celle des autres pays des Balkans occidentaux dont fait partie la Serbie, cette frontière pourrait aussi démarquer l'UE de pays en difficulté économique et politique.

Dans pareil contexte, la Serbie occupe une place centrale de par son poids démographique, sa superficie et sa position géostratégique. Ce qui devrait inviter les acteurs internationaux à observer avec une attention particulière l'évolution de ce pays sur les années à venir. Pour la sécurité et la stabilité en Europe, l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux devient capital. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Union que resurgissent dans cette région entourée d'États membres une instabilité et des conflits chroniques. Aucun calendrier d'adhésion de la Serbie à l'UE n'a été annoncé. L'adhésion ne devrait en tout cas pas intervenir avant la fin de la décennie actuelle. Une période suffisamment longue pour faire place à de nombreuses évolutions. À quoi ressemblera alors l'Union européenne que la Serbie serait susceptible de rejoindre ? La question reste ouverte.

Ndlr Les complications grecques et plus généralement (mais pas seulement) sud-européennes de la zone euro peuvent-elles entraîner des réorientations dans les Balkans ? Telle est était la question sur laquelle s'est focalisée la conférence organisée par la *Friedrich-Ebert-Stiftung* à l'*Evangelische Akademie Tutzing*⁷. Vers le néo-ottomanisme d'Ankara ? C'est une thèse formulée en Albanie, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine : ouverture nord-occidentale de la Turquie vs. élargissement au Sud-Est de l'Union européenne ? Mais quels sont les moyens de la Turquie en regard de l'Europe ? D'autant que l'épopée albanaise d'un Skanderberg, le héros national, s'appréhende par exemple dans les manuels scolaires comme une geste antiturque, l'islam jouant un rôle moindre dans la synthèse idéologique nationale. Vers le « raccourci » (Veton Surroi) albanais, donc, c'est-à-dire l'union Albanie-Kosovo ? Cette option est soutenue par le parti nationaliste radical *Vetëvendosje* – 20 % des Kosovars albanais – et une grande partie des Albanais d'Albanie – même si l'élite s'y tient rigoureusement (et prudemment) à distance - au cas où le Kosovo que 5 des 27 pays

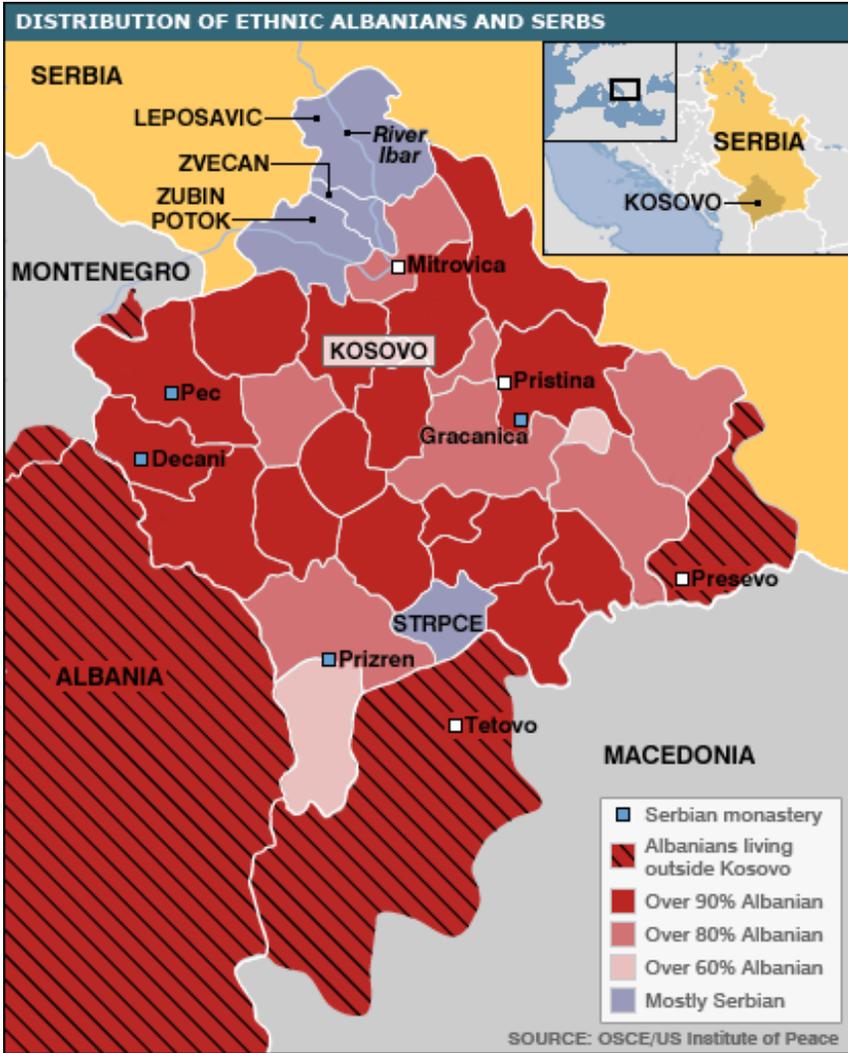
6. C'était jusqu'il y a peu par exemple la pomme de discorde entre la Serbie et la Roumanie (qui n'a pas reconnu le Kosovo et entretient de bonnes relations avec la première) sur les quelque 30 000 Vlaques de langue roumaine dans la zone de Timok en Serbie orientale pour lesquels Bucarest revendique des droits minoritaires améliorés et avait en ce sens freiné – politique politicienne ? - l'accession serbe au statut de candidat à l'adhésion à l'UE

7. Cf. Michael Mertens, "Mit Bosnien-Herzegovina ? Die Griechenland-Krise und die Zukunft Südosteuropas", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 avril 2012.

européens ne reconnaissent pas en tant qu'État ne parvient pas à intégrer l'UE et les grandes organisations internationales. Ou encore vers le morcellement « national » de la Bosnie-Herzégovine, cette Yougoslavie en miniature géopolitiquement aussi peu légitime, après les multiples échecs à réformer sa Constitution, que ne l'était le cadre général de la fédération ?

PS 20 mai 2012 : même si les médias belgradois digèrent avec peine le verdict des urnes, c'est Tomislav Nikolić qui l'emporte au second tour des présidentielles avec près de 50 % des voix. L'Union européenne se déclare disposée à collaborer avec le nouveau président ; la Serbie, elle, est en quête de repères⁸.

8. Cf. Alexandre Lévy, "Nikolic élu, la Serbie cherche ses marques", *Le Figaro*, 22 mai 2012.



Map of Mitrovica

